

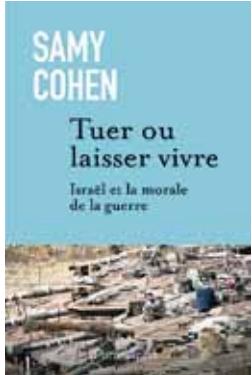
Tuer ou laisser vivre

Samy Cohen

Flammarion, avril 2025

368 pages, 22 €

On referme *Tuer ou laisser vivre* avec le sentiment d'un léger vertige, une valse-hésitation entre plaisir de la connaissance et la frustration portée par ses limites. Il faut admettre que le sujet est délicat. En posant comme question première «Tsahal commet-elle des crimes de guerre?», Samy Cohen risque fort de ne se faire que des détracteurs. Le sujet, dont la profondeur historique s'enracine dans celle de l'Etat hébreu lui-même, charrie avec lui une aura complexe, mélange touffu de mythe et de réalités, que l'apprécié d'une longue série d'engagements armés a largement contribué à déshistoriciser, la réduisant de fait à des verdicts binaires, eux-mêmes pris dans des stratégies de communication parties prenantes du conflit israélo-palestinien. D'un côté, les thuriféraires d'une armée auto-consacrée «la plus morale du monde», professant la «pureté des armes», autrement vierge du sang des innocents; de l'autre, ses contempteurs, dénombrant les exactions commises accélérées et exacerbées par l'occupation illégale de territoires. Une telle configuration, singulièrement depuis les attentats du 7 octobre et leurs suites, rend bien difficile d'appliquer les conseils du sociologue Marcel Mauss: «*Ne porter aucun jugement moral. Ne pas s'étonner. Ne pas s'emporter.*» L'ouvrage de Samy Cohen, commencé bien en amont du 7 octobre, y parvient pourtant, nous offrant tout à la fois une passionnante rétrospective de l'histoire des engagements militaires d'Israël, une analyse fine des rapports dynamiques entre le gouvernement du pays et son armée, «armée du peuple», donc sensible aux courants qui agitent celui-ci et, enfin, une démonstration assez fascinante dont certaines «impossibilités à penser», véritables biais



dans la démarche du chercheur, deviennent de fécondes «incitations à penser». Revenons à l'histoire. La violence armée, ici comme ailleurs, est bien une construction géopolitique et sociale, qui se déchiffre au regard de son rapport à l'éthique, au droit international humanitaire, aux allers et retours qu'elle entretient avec la politique, au sens d'une conscience collective. Cela vaut pour les actions menées par des groupes palestiniens comme pour celles conduites par l'armée constituée d'Israël. Comme souvent lorsque le conflit oppose de façon asymétrique une armée à une population, il induit une forte complexité, singulièrement au regard du sort à réservé à des «civils», suspects de ne pas l'être tant que ça, ou encore vis-à-vis de notions telles qu'une «riposte proportionnée». Prise au pied de la lettre quantitative, l'expression ne rend pas compte de l'impact émotionnel et politique de telle ou telle agression, ne dit rien sur les critères d'appréciation de ce degré «proportionné».

L'adieu à l'éthique des armes

Confronté à ces dilemmes au fil de ses guerres, l'Etat hébreu a balancé d'une part entre éthique, avec entre autres soucis celui de s'insérer pleinement dans la doxa de la communauté internationale, et d'autre part une instrumentalisation politique d'une brutalité sans retenue, propre à semer la terreur. Ce jeu de balancier reste toujours suspendu à deux impératifs: le sécuritaire, qui va de soi, et celui, mécaniquement plus politique, qui consiste à ne pas «désespérer Tsahal». Autrement dit, à fermer les yeux sur les exactions et les crimes de guerre, voire à récompenser certains des «héros» qui en sont à l'origine. Pour Samy Cohen, l'une des victoires du terrorisme est justement d'avoir favorisé le glissement vers la brutalisation de la pratique militaire et du projet politique, fai-

sant ainsi la démonstration du caractère non démocratique de la force occupante. De fait, on suit ainsi le cheminement qui amène la rue israélienne et ses gouvernants à finalement faire litière du droit de la guerre, de la simple humanité, leur préférant un pragmatisme de «bons sens» selon lequel mieux vaut la mort de civils palestiniens plutôt que celle d'un seul soldat israélien. A la fois lucide et rigoureuse, l'analyse éclaire sans compromis la façon dont le pacte historique passé entre la construction de l'Etat israélien et l'exercice d'une «violence militaire légitime» et maîtrisée aboutit à légitimer nettoyage ethnique, utilisation de la faim comme arme de guerre, alimentant ouvertement une ambiance génocidaire. C'est à ce point que l'analyse trouve ses limites. Lorsque Samy Cohen estime qu'en ripostant comme elle l'a fait aux attentats du 7 octobre, l'armée israélienne est tombée dans le piège du Hamas, il n'a certes pas tort. Peut-on pour autant en conclure qu'Israël se serait «lancé dans une guerre juste avec des moyens injustes, infligeant à la population civile gazaouie une épreuve sans pareille»? A elle seule, cette phrase déstabilise la démarche de l'ouvrage, tant elle renvoie la violence illégitime à d'éternelles «horreurs de la guerre», tout en déconnectant fin et moyens. C'est paradoxalement tout l'intérêt du livre de Samy Cohen de montrer en quoi l'état présent des choses n'avait rien d'inéluctable. S'il procède bel et bien d'un projet politique hanté dès sa naissance par l'affirmation identitaire, le conflit entre éthique et hégémonie a donné lieu à chaque étape à des choix politiques. Celui de s'enkyster dans une occupation illégale, avec ce que cela suppose de coups et de contrecoups, aura presque mécaniquement fait pencher le plateau de la balance du côté obscur de la force.

Pierre Tartakowsky,
président d'honneur de la LDH